

Les "Journées du Burundi" à Bruxelles avancent des propositions pour relever le pays

@rib News, 29/10/2018 – Source Belga – L'invitation du monde politique belge francophone, la société civile burundaise a avancé ce jeudi, en clôture des "Journées du Burundi", une série de recommandations pour tenter de sortir leur pays de la crise, et aider les nombreux déplacés et réfugiés dans les pays voisins.

A l'issue de quatre ateliers thématiques, les participants ont avancé une série de pistes pour tenter de concilier les populations par un devoir de mémoire collectif, mais aussi identifier les conditions pour une renaissance socio-économique du pays, l'un des pays les plus pauvres au monde malgré des richesses naturelles importantes. La stabilité politique reste bien sûr un préalable à tout recollage du pays, mais celui-ci ne sera possible que par la concrétisation d'un dialogue politique inclusif, soutenu par la communauté internationale, selon les conclusions de la rencontre présentée dans l'hémicycle du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les participants y ont aussi souligné la nécessité, pour stimuler l'envie d'entreprendre, d'assurer une véritable sécurité juridique des affaires et de lutter efficacement contre la corruption dans le pays. Réalimenter d'urgence les fonds d'assistance aux jeunes. Ces "Journées du Burundi" se sont aussi intéressées à la situation des nombreux réfugiés présents dans des camps installés dans différents pays voisins, et en particulier la situation précaire des femmes, des filles et mais aussi des jeunes, clé d'un avenir pacifique pour le pays. A cet égard, les participants ont réclamé une plus grande responsabilisation du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) des Nations unies et des pays hôtes pour la sécurisation de ces camps, en proie souvent à des faits de viol, ainsi que la création de cellules psychologiques pour venir en aide aux victimes. Pour assurer de meilleures conditions de vie pour les jeunes, il conviendrait par ailleurs de réalimenter d'urgence les fonds d'assistance qui leur sont normalement dévolus, d'améliorer pour eux aussi les conditions de sécurité de ces camps, et leur offrir la possibilité d'y suivre une scolarité ou de se former professionnellement. Plus de 400.000 déplacés en deux ans. Petit pays d'Afrique centrale, le Burundi est coutumier des violences depuis son indépendance, le 1er juillet 1962. Depuis avril 2015, il traverse une nouvelle crise après que le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature à un troisième mandat controversé. Il avait été élu en juillet de la même année. Les violences qui ont accompagné cette crise auraient fait au moins 1200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale (CPI), qui a ouvert une enquête.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});